

## Comment le mauvais traitement médiatique de l'information scientifique pollue le débat sur le glyphosate et menace l'avenir de l'agriculture



Gil Rivière-Wekstein vient de publier "Glyphosate, l'impossible débat : Intox, mensonges et billets verts" aux éditions Le Publieur. Commercialisé depuis 1975 par Monsanto sous la marque Roundup, le glyphosate est aujourd'hui au coeur d'une bataille politique internationale, où la France a pris parti pour son interdiction. Désormais, cet herbicide maudit symbolise la fracture entre le monde agricole, qui estime ne pas pouvoir s'en passer, et le reste de la société, persuadé de sa toxicité. Extrait 2/2.

Avec Gil Rivière-Wekstein

Réfléchir sur le cas du glyphosate, c'est aussi interroger notre rapport à l'information. Comment, face à une déferlante d'informations, le citoyen peut-il faire le tri ? Qui croire dans ce monde où il est devenu de plus en plus difficile de se soustraire à ses émotions, manipulées en sous-main par des médias virtuoses ?

Mais cette affaire est également symptomatique de la façon dont les questions scientifiques sont aujourd'hui perçues par l'opinion publique. Un problème pointé du doigt par le collectif No Fake Science, qui regroupe 250 scientifiques. Celui-ci constate fort justement que le « sensationnalisme, la surinterprétation des résultats ou l'idéologie prennent souvent le pas sur une démarche de transmission rigoureuse des connaissances ». Il regrette « un dévoiement grandissant du travail des scientifiques. Leurs résultats ne sont bien souvent mis en avant que s'ils confortent des opinions préexistantes. Dans le cas contraire, certains iront sous-entendre leur rémunération par un lobby malveillant ». S'alarmant « des conséquences délétères que peut avoir un mauvais traitement médiatique de l'information scientifique en termes de santé publique, d'écologie ou encore d'économie », No Fake Science a publié le 15 juillet 2019, dans le quotidien L'Opinion, une tribune intitulée « Santé, Environnement, Recherche : la méthode scientifique oubliée des médias ». Soutenue par près de 5 000 personnes issues des milieux scientifiques et universitaires, cette tribune appelle « à une profonde remise en question de toute la chaîne de l'information, afin que les sujets à caractère scientifique puissent être restitués à tous et à toutes sans déformation sensationnaliste ni idéologique et que la confiance puisse être restaurée sur le long terme entre scientifiques, médias et citoyen.ne.s ».

Au sujet du glyphosate, le collectif rappelle qu'il existe un « consensus scientifique » clair : « Aux expositions professionnelles et alimentaires courantes, les différentes instances chargées d'évaluer le risque lié à l'usage de glyphosate considèrent comme improbable qu'il présente un risque cancérigène pour l'homme ».

L'appel se clôt par un propos auquel nous adhérons totalement : « L'état de nos connaissances ne saurait être un supermarché dans lequel on pourrait ne choisir que ce qui nous convient et laisser en rayon ce qui contredit nos opinions. »

Il convient donc que nous, citoyens, restions très vigilants face aux informations qui apparaissent comme des évidences. Par-delà le cas du glyphosate, notre enquête a mis en lumière le fonctionnement de certains mécanismes, utilisés soit par les médias, soit par des ONG, pour faire passer leur message idéologique. Ces mêmes mécanismes interviennent bien entendu dans d'autres débats brûlants, comme celui de la vaccination, des méthodes alternatives de soin ou des ondes électromagnétiques, bref sur toute une série de sujets

---

où la croyance tend très souvent à se substituer aux faits scientifiques.

Or, un pays ne peut être gouverné correctement à partir de simples croyances populaires. Un robuste socle de rationalité est absolument essentiel, en l'absence duquel les décisions, prises sous l'empire de l'émotion, auront des conséquences sociales ou économiques néfastes importantes. Dans le cas du glyphosate, c'est clair comme de l'eau de roche : son interdiction ne nous apportera aucun avantage sanitaire ou environnemental. En revanche, comme l'a encore confirmé un rapport parlementaire rendu public le 23 novembre 2019, celle-ci aura un surcoût économique « substantiel » - estimé de 50 à 150 euros par hectare pour certaines cultures et jusqu'à 408 euros par hectare pour la viticulture -, qui va inévitablement aggraver le déclin de l'agriculture française en provoquant par la même occasion l'accélération du rythme (déjà préoccupant) des importations de denrées alimentaires.

« L'arrêt du glyphosate pourrait entraîner l'arrêt pur et simple de certaines cultures mais aussi de l'exploitation agricole de pans importants de notre territoire », s'inquiètent en effet les rapporteurs Jean-Luc Fugit et Jean-Baptiste Moreau. Est-ce vraiment ce que nous souhaitons ?

[Pour retrouver un premier extrait du livre de Gil Rivière-Wekstein, publié sur Atlantico, cliquez ICI](#)

***Extrait du livre de Gil Rivière-Wekstein, "Glyphosate, l'impossible débat : Intox, mensonges et billets verts", aux éditions Le Publieur***

[Lien vers la boutique : ICI](#)

□